

Notre dossier

Dans son essai *De la Démocratie en Amérique*, Alexis de Tocqueville écrivait en 1835 : « Il y a aujourd'hui sur la terre deux grands peuples qui, partis de point différents, semblent s'avancer vers le même but : ce sont les Russes et les Anglo-Américains. [...] Chacun d'eux semble appelé par un dessein secret de la Providence à tenir un jour dans ses mains les destinées de la moitié du monde. » Ce texte a été souvent cité entre 1950 et 1980 quand les deux peuples ou leurs États semblaient en effet dominer chacun une moitié du monde. Puis, l'histoire a poursuivi son cours imprévu. Après 1991, la Russie semblait effacée pour longtemps, alors que les États-Unis imposaient leur hégémonie. Cela a peu duré. Tandis que les États-Unis commençaient de reculer après l'invasion de l'Irak, et que d'autres puissances surgissaient de l'oubli, la Russie connaissait un impressionnant réveil.

Aujourd'hui, comme tant de fois dans le passé, la Russie semble une énigme. Pourtant, jamais les Européens du noyau carolingien n'eurent autant de raisons de s'intéresser à cette puissance dont la vocation est d'être leur alliée.

Mais l'alliance ne peut se faire dans les équivoques, ce que souligne **Dominique Venner** en ouvrant notre dossier (p. 32). Il rend également hommage à l'immense Soljenitsyne qui vient de disparaître (p. 36).

Économiste connu, excellent spécialiste de la Russie, **Jacques Sapir** répond à nos questions sur son propre itinéraire qui croise celui du réveil de la Russie (p. 38).

Plongeant dans le passé lointain, **Jean-Pierre Arrignon**, historien de Byzance et de la Russie médiévale, en révèle les particularités (p. 40). Parmi les influences qui ont laissé des traces dans ce pays, on ne peut négliger celle de l'Allemagne comme le prouve **François-Georges Dreyfus** (p. 44).

Retour à la période contemporaine avec **Charles Vaugeois**, par le survol précis des années obscures 1917-2008 (p. 48). À l'issue de ces années prend place la réconciliation de la Russie avec son passé. Épisode que narre **Jean des Cars** (p. 54). Cette réconciliation était l'espérance de Vladimir Volkoff, dont **Anne Bernet** montre qu'il fut le plus russe des écrivains français (p. 56).

Pour conclure, **Aymeric Chauprade** révèle ce que sont les enjeux géopolitiques actuels de la Russie (p. 58).

La Nouvelle Revue d'Histoire

Mémoire russe et mémoire européenne

Une alliance est souhaitable entre la Russie et les nations européennes. Mais elle ne pourra se faire dans les équivoques. Examen empathique.

PAR DOMINIQUE VENNER

Un lourd malentendu teinté d'animosité pèse sur les relations de la Russie et de ce qu'on appelle l'Occident, c'est-à-dire les États-Unis et leurs protectorats européens. On entend même parler de nouvelle guerre froide. L'un des principaux journaux

parisiens a récemment titré : « *L'Europe doit s'unir contre la Russie* ». À l'évidence, tout le monde ne se réjouit pas du relèvement spectaculaire entrepris par le président Poutine à l'encontre des postulats libéraux qui avaient failli détruire son pays après 1991. À Washington et à Bruxelles, beaucoup s'irritent de voir cette nouvelle Russie affirmer un patriotisme fervent qui a déserté depuis longtemps la vieille Europe.

Telle n'est pas notre position. Le relèvement de la Russie nous paraît salutaire, et la vigueur de son patriotisme

pourrait être un exemple. Il nous semble évident qu'une Europe politique véritable, agissant pour la renaissance de notre civilisation, si elle voit le jour, aurait tout intérêt à rechercher une ferme alliance avec la Russie. Mais une telle alliance ne pourra se concevoir dans les équivoques ni dans l'acceptation de l'inacceptable.

Cette réflexion est actualisée par la publication récente d'un essai provocant, rédigé par une historienne connue en Russie, Natalia Narotchnitskaïa. Son titre : *Que reste-t-il de notre victoire?*⁽¹⁾. Cet essai clame l'indignation de la Russie devant la morgue méprisante d'un « Occident » américain qui s'arroge le droit de lui donner des leçons de démocratie.

L'indignation de Narotchnitskaïa et de ses compatriotes, nous la comprenons. Elle est une réaction légitime au traitement inique infligé à la Russie entre 1991 et 1998.

Dans une postface rédigée pour le livre de Narotchnitskaïa, l'économiste russophone Jacques Sapir, observateur compétent et

informé, a résumé cette épreuve mal connue, dont les Russes sont sortis meurtris pour longtemps : « *La Russie, écrit-il, a failli périr entre 1991 et 1998. Elle a connu une triple crise d'une intensité rarement égalee dans l'histoire*⁽²⁾ ». Durant la période qui a suivi l'implosion de l'URSS en 1991, la production s'est effondrée de moitié. Cela s'est fait sous l'action combinée des désordres de la transition et des politiques néolibérales mises en place à l'instigation des gouvernements occidentaux et des institutions financières internationales. Cet effondrement s'est accompagné d'une grave crise politique, quand Boris Eltsine, avec le soutien public des États-Unis et de plusieurs pays européens, mit fin au processus de démocratisation par son coup de force contre le Parlement russe. « *De ce péché originel du libéralisme en Russie, explique Sapir, découleront par la suite la guerre en Tchétchénie (décembre 1994) et le trucage des élections présidentielles de 1996.* » Ces crises ont entraîné la destruction des valeurs nécessaires à une refondation de la société russe, quand le vol, la prostitution et le crime sont devenus les seuls horizons offerts à la jeunesse.



Affiche soviétique de 1941. La mobilisation du patriotisme russe face à l'invasion allemande.



Le Staline victorieux de 1945 (Postdam). Était-il le chef d'une Russie nationale ou le tyran d'un communisme conquérant ?

Tenter de comprendre la Russie d'aujourd'hui en ignorant ces noires années 1991-1998 serait ajouter la malhonnêteté à l'ignorance. Oublier la responsabilité des idées néolibérales propagées par les pays « occidentaux » dans cette catastrophe, oublier aussi la contribution active qui fut celle des conseillers appointés par les États-Unis et le FMI, ne pourrait que renforcer l'idée très présente chez M^{me} Narotchnitskaïa d'un « complot » contre la Russie.

Alors que ce grand pays avait touché le fond du malheur avec la crise financière d'août 1998, il a commencé de se relever au cours des années suivantes sous l'autorité de Vladimir Poutine.

On ne peut comprendre la violence du livre de Natalia Narotchnitskaïa si l'on ignore ce contexte historique. On ne peut comprendre non plus l'importance pour elle de la question de la Patrie si l'on oublie l'ampleur des ingérences étrangères en 1991-1998, et la déformation systématique des actes et paroles des dirigeants russes alors que ces derniers entreprenaient la reconstruction du pays.

L'hypothèse d'un complot permanent contre la Russie est d'autant plus tentante que la mauvaise foi et les mauvais coups d'aujourd'hui peuvent être interprétés comme la suite de malveillances et d'incompréhensions qui ont jalonné les relations séculaires entre la Russie et l'Occident⁽³⁾.

On peut faire remonter la méfiance mutuelle au schisme de 1054 qui consacrait une opposition latente entre Rome et Byzance, chrétienté latine (catholique) et chrétienté orthodoxe. Si le sac de Constantinople par les croisés francs en 1204 a été oublié en Occident, il a laissé des traces indélébiles dans la mémoire orthodoxe et russe. Et ce, d'autant plus qu'il fut la cause d'un affaiblissement durable de Byzance et de sa conquête par les Turcs en 1453.

Restée seule puissance orthodoxe indépendante après 1453, libérée de surcroît du joug mongol, la Moscovie commença de rassembler autour d'elle la terre russe. Dans l'accomplissement de ce dessein, elle se heurta à l'hostilité des catholiques polono-lituanais à la faveur du Temps des troubles (début du XVII^e siècle). Aux siècles suivants, sous les règnes de Pierre le Grand, Catherine II et Alexandre I^{er}, vainqueur de Napoléon, la Russie connut une progression fulgurante, sans cesser pour autant d'être regardée par les puissances occidentales comme « barbare » et semi-asiatique. Réputation entretenue par les écrits de Marx, Custine et quelques autres. Après 1917, les abominations des bolcheviques ont aggravé les accusations de barbarie, amplifiées en 1944-1945 par les viols et les exactions dont furent victimes les populations allemandes de Prusse orientale et de Poméranie⁽⁴⁾.

Ici, on peut s'arrêter un instant sur l'interprétation de l'ère communiste par Narotchnitskaïa. L'auteur n'a pas de mots assez durs pour dénoncer Lénine et Trotski, ces louches putschistes financés, dit-elle, par l'étranger en 1917, ces internationalistes qui ont sacrifié un quart des terres russes lors de la paix honteuse de Brest-Litovsk (1918). En revanche, elle salue en Staline un politique génial qui, avant même 1941, aurait su associer les aspirations sociales aux aspirations nationales, réalisant à l'en croire, la réconciliation de la Révolution et de la Nation. Sur ce point, nous ne sommes pas au bout de nos surprises.

Il faut revenir un instant au titre de l'essai de Narotchnitskaïa : *Que reste-t-il de notre victoire ?* Allusion évidente à la victoire soviétique remportée contre l'Allemagne et une partie de l'Europe en 1945. Pour l'essayiste, comme pour les dirigeants de son pays, cette victoire fut celle de la Russie. Victoire ruinée ultérieurement par l'effondrement de l'URSS et le démantèlement de l'Empire soviétique.

À nous de poser une question préliminaire : la victoire soviétique de 1945 fut-elle vraiment une victoire russe ? Réponse : oui et non. Oui, dans la mesure où, *aujourd'hui*, l'URSS ayant disparu et la Russie ayant ressuscité, celle-ci peut apparaître comme l'héritière des conquêtes de la première. Non, pour cette raison que la victoire de 1945 fut celle de Staline et d'une tyrannie communiste qui n'avait jamais été aussi puissante et malfaisante en Russie comme en Europe. Alexandre Soljenitsyne a toujours refusé d'interpréter la victoire soviétique de 1945 comme une victoire de la Russie. Toute l'œuvre du grand écrivain établit même une opposition irréd-

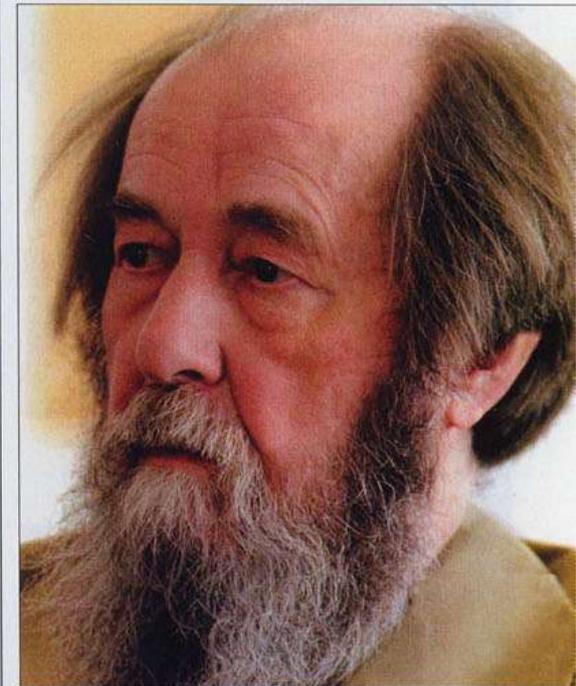
uctible entre URSS et Russie. Mais Soljenitsyne n'a pas la même vision de l'histoire que Narotchnitskaïa, laquelle ne semble pas porter dans son cœur le prophète du martyr russe.

On comprend pourtant Soljenitsyne si l'on se souvient entre autres du sort atroce réservé par Staline aux Russes blancs émigrés après la révolution et la guerre civile. Au lendemain de la « victoire » de 1945, sous l'effet d'une fausse euphorie patriotique, l'espoir resurgit chez beaucoup d'émigrés de rentrer dans une mère patrie que l'on disait ouverte à la réconciliation. Avec la cruauté et l'art du mensonge qui fut sa marque, Staline exploita ce désir pathétique. Il donna toutes les assurances. Beaucoup de Blancs, sensibles aux promesses émanant de Moscou, embarquèrent ainsi à bord de paquebots soviétiques après 1945. Mais ce qui les attendait à l'arrivée en guise

de comité d'accueil, ce furent des pelotons d'exécution ou des convois pour le Goulag. Staline n'avait rien oublié. Plus de vingt ans après la fin

de la guerre civile, il assouvissait son insatiable vindicte sur d'anciens Gardes blancs ou leurs descendants. S'emparant de cet épisode épouvantable, Régis Wargnier a réalisé un film poignant de vérité, *Est-Ouest*, avec Oleg Menchikov, Sandrine Bonnaire et Catherine

Depuis le schisme opposant orthodoxes et catholiques, la méfiance n'a jamais cessé entre Russie et Occident



Dans toute son œuvre, Alexandre Soljenitsyne n'a cessé de distinguer la Russie de l'URSS qui en était la négation. Pour lui, la victoire soviétique de 1945 n'était pas "notre victoire".

Deneuve dans les rôles principaux. Il faudrait conseiller à Narotchnitskaïa de le visionner, on le trouve facilement en DVD...

À en juger par le ton du livre de l'historienne russe, je crains que ce conseil soit sans effet. Elle-même et ceux dont elle exprime les vues passionnées balaieront avec mépris nos objections. À quelques exceptions près, Narotchnitskaïa n'est pas loin de voir dans les anciens Gardes blancs un ramassis de traîtres. Et ce n'est pas elle qui prendrait la défense des partisans antistaliniens du général Vlassov, comme osa le faire Soljenitsyne (*Honneur au Lichtenstein!*) et le cinéaste Robert Enrico dans *Vent d'Est* (1993).

Sans doute Narotchnitskaïa est-elle historienne puisqu'elle en a les titres universitaires. Mais c'est une historienne qui cultive une

Cent millions de morts

Dépassant les crimes individuels, les massacres ponctuels, circonstanciels, les régimes communistes ont, pour asseoir leur pouvoir, érigé le crime de masse en véritable système de gouvernement. [...]

Or les crimes du communisme n'ont pas été soumis à une évaluation légitime et normale tant du point de vue historique que du point de vue moral. Sans doute est-ce ici l'une des premières fois que l'on tente l'approche du communisme en s'interrogeant sur cette dimension criminelle comme une question à la fois centrale et globale. [...] Nous n'avons retenu que les crimes contre les personnes, qui constituent l'essence du phénomène de terreur. Ceux-ci répondent à une nomenclature commune, même si telle pratique est plus accentuée dans tel régime : l'exécution par des moyens divers, [...] la destruction par la faim – famines provoquées –, la déportation...

Nous pouvons établir un premier bilan chiffré qui n'est encore qu'une approximation minimale [...]:

- URSS, 20 millions de morts,
- Chine, 65 millions de morts,
- Vietnam, 1 million de morts,
- Corée du Nord, 2 millions de morts,
- Cambodge, 2 millions de morts,
- Europe de l'Est, 1 million de morts,
- Amérique latine, 150 000 morts,
- Afrique, 1,7 million de morts,
- Afghanistan, 1,5 million de morts,
- mouvement communiste international et partis communistes non au pouvoir, une dizaine de milliers de morts.

Le total approche la barre des cent millions de morts.

Stéphane Courtois, **Le Livre noir du communisme**, Robert Laffont, Paris, 1997, p. 12-14.

vision unilatérale de l'histoire, une vision manichéenne sans nuances. Pas un mot chez cette historienne du génocide-famine par lequel, en 1932-1933, Staline fit mourir au bas mot six millions de paysans ukrainiens. Rien sur la Grande Terreur de 1937 qui décapita stupidement l'Armée rouge. En revanche, le pacte germano-soviétique d'août 1939, avec partage de la Pologne et annexion des États baltes, assortis de fusillades (Katyn entre autres) et de déportations, est salué comme un « coup de maître » de Staline. Mais de la paralysie de ce dernier devant l'attaque allemande de juin 1941, elle ne souffle mot. Elle oublie également que, si Staline finit par l'emporter sur Hitler, ce fut au prix de pertes gigantesques infligées par sa faute à ses propres armées, sacrifiées en masses. Rien sur les déportations de peuples au sein de l'URSS pendant le conflit (Allemands de la Volga ou Tchétchènes). Rien non plus sur le sort affreux réservé aux prisonniers de guerre russes rapatriés après la défaite allemande et expédiés directement au Goulag. Rien enfin sur le traitement réservé aux nations de l'Europe orientale conquises en 1945, dont le film allemand *La Vie des autres* (2007) donne un aperçu. Une conquête présentée comme une « libération », à la façon des manuels soviétiques.

Autant dire que le malaise s'empare souvent du lecteur à la lecture de Narotchnitskaïa. Pourtant, il me paraît nécessaire de surmonter l'indignation provoquée par certaines énormités froidement assénées, afin d'en comprendre les causes. Parmi celles-ci, on peut sans doute invoquer la fierté blessée. Mais ce n'est pas une explication suffisante. Nous l'avons souligné au début de cette analyse, la Russie du président Poutine (et du président Medvedev) fait l'objet d'actions hostiles systématiques de la part des États-Unis et de leurs alliés bruxellois. Certaines ont pour but évident de culpabiliser la Russie, de la détruire moralement et politiquement selon une méthode qui a donné d'excellents résultats contre l'Europe en général et contre l'Allemagne ainsi que la France en particulier. Les dirigeants russes ne sont pas des perdreaux de l'année. Eux-mêmes ou leurs aînés ont participé jadis à la grande entreprise de culpabilisation des Européens. C'est une arme dont ils connaissent les ressorts et les effets destructeurs puissants. Pour cette raison, ils sont certainement décidés à ne pas y succomber. Ils ripostent donc sur le



Le soulèvement national et anticommuniste de Budapest du 23 octobre au 4 novembre 1956. Les Hongrois brûlent des portraits de Staline. Pour eux, la victoire soviétique de 1945 n'était pas "notre victoire".

même terrain, celui de l'« agit-prop », qui ignore autant la vérité historique que la subtilité. Dans cette guerre masquée, le livre de Narotchnitskaïa me semble un instrument de combat utilisant contre l'Occident américain ses propres armes. On ne peut lui en tenir grief. Seulement, il est irritant pour un Européen authentique, nourrissant de la sympathie pour la Russie, de voir asséner des énormités comme on en trouve à longueur de pages chez Narotchnitskaïa. D'autre part, il faut bien voir que l'arme qu'elle utilise comporte des effets pervers pouvant se retourner contre sa cause.

En 2005, pour le soixantième anniversaire de la « victoire », le président Poutine invita à Moscou une cinquantaine de chefs d'État et de gouvernement. Se souvenant de ce qu'avaient enduré leurs pays à deux

Pour un Européen sincèrement ami de la Russie, certaines énormités sont difficiles à avaler

reprises, après 1939 et après 1945, les présidents lituanien et estonien déclinèrent cette invitation. En revanche, la présidente lettone, M^{me} Vike-Freiberga, bête noire de Narotchnitskaïa, se rendit crânement à Moscou. Ce fut pour protester contre la manière dont la Russie officielle continuait d'écrire l'histoire⁽⁵⁾. Elle savait trop que la victoire sur le

nazisme avait été aussi la victoire d'une autre tyrannie, pire à bien des égards. Cette victoire n'avait pas été pour les trois peuples baltes une libération, mais le début d'une nouvelle et sanglante oppression. Les Hongrois, les Roumains, les Tchèques, les Slovaques et les Polonais auraient pu en dire autant. Ils n'avaient pas oublié de quelle façon ils avaient été victimes après 1945 de tyrannies rouges imposées par les baïonnettes soviétiques. Contrairement à ce qu'avance Narotchnitskaïa, la victoire soviétique n'avait pas été leur victoire, bien au contraire. Cela explique que ces peuples, aujourd'hui, au sein de l'Union européenne, prennent systématiquement le parti de l'Amérique, vue comme la seule puissance capable de les protéger contre un éventuel retour de l'impérialisme russe. Et l'on doit reconnaître que les thèses développées par Narotchnitskaïa ne sont pas faites pour les

Si les nations d'Europe orientale soutiennent l'Amérique c'est qu'elle semble une garantie contre l'impérialisme russe

rassurer. La « victoire » soviétique de 1945 a laissé de tels souvenirs en Europe de l'Est qu'ils pourront durablement les relations avec la Russie. Les dirigeants russes feraient bien d'y songer.

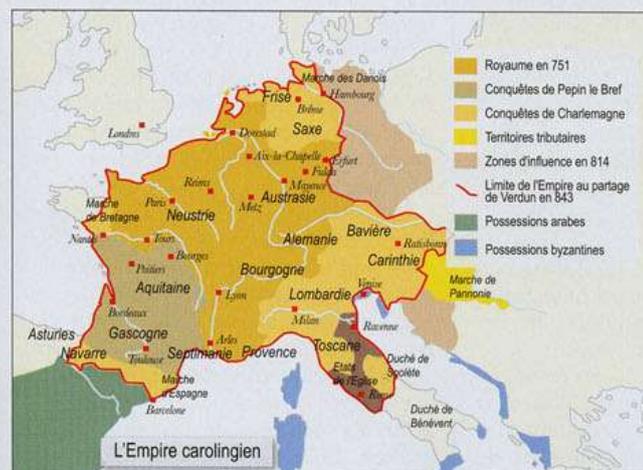
Pour toutes ces raisons, il faut prendre au sérieux le livre de Narotchnitskaïa. Il reflète à l'évidence le point de vue officiel russe, clairement exprimé par Vladimir Poutine en 2005 pour le soixantième anniversaire de la « victoire » de 1945. Dans un texte signé de son nom, mais rédigé sans nul doute par ses conseillers usant du meilleur style stalinien, le président russe se référait explicitement à la version soviétique, reprenant mot pour mot les fables de la propagande communiste: le pacte germano-soviétique était justifié et les Baltes auraient librement demandé leur

rattachement à l'URSS...⁽⁶⁾ Ce même texte, justifiait également les accords de Yalta, dont « une appréciation objective n'est pas moins importante pour comprendre l'histoire et les bilans de la Seconde Guerre mondiale ». Bilan excellent, en effet, pour les États-Unis et l'URSS qui se sont partagé l'Europe à Yalta.

L'alignement sur la version soviétique de l'histoire du XX^e siècle n'est pas seulement un moyen de contrer la propagande américaine. Il est également révélateur des contradictions dans lesquelles se débattent les dirigeants russes d'aujourd'hui. Dans le texte que nous avons cité, Vladimir Poutine voyait dans la disparition de l'URSS « la plus grande catastrophe géopolitique du XX^e siècle ». Elle correspond en effet à l'effondrement d'un empire qui, pour être soviétique, était également russe. Tel est bien le tragique dilemme.

Il nous appartient d'expliquer aux Russes de bonne foi que, pour un Européen attaché à la grande patrie européenne, la fin de la Seconde Guerre mondiale ne fut pas ce qu'en disent les discours d'origine américaine ou soviétique. Ce fut la fin d'une nouvelle guerre de Trente Ans qui avait commencé en 1914. Cette guerre fut pour l'Europe une catastrophe sans précédent⁽⁷⁾. Elle n'avait pas seulement saigné la meilleure part de nos peuples, elle a brisé pour longtemps leur foi en eux-mêmes. Elle a détruit l'ordre politique et social spécifique de l'Europe, bien vivant encore avant 1914, et dont ne subsistent plus que des souvenirs flous. Tandis qu'était anéanti l'ancien noyau carolingien de la puissance européenne, cette guerre a donné la victoire à deux grands empires étrangers qui lui étaient hostiles, les États-Unis d'Amérique et l'Union soviétique. Ces deux puissances véhiculaient des idéologies universalistes concurrentes et conquérantes, destructrices des fondements millénaires de notre civilisation. À l'issue de la guerre froide, le démocratisme américain est sorti vainqueur de la confrontation entre les deux systèmes. On peut s'en réjouir paradoxalement pour la Russie, puisque la défaite du communisme a permis son actuelle renaissance nationale. ■

1. Natalia Narotchnitskaïa, *Que reste-t-il de notre victoire? Russie-Occident: le malentendu*. Traduction du russe par Jacques Imbert, préface de François-Xavier Coquin, postface de Jacques Sapir, Éd. des Syrtes, 2008, 203 p., 18 €.
2. Jacques Sapir a séjourné de façon régulière dans la Russie de la perestroïka puis dans la Russie en transition après 1988. Il a enseigné en Russie de 1993 à 2000 et à nouveau depuis 2006. En tant qu'expert, il a participé à de nombreuses réunions du FMI et de la Banque mondiale depuis 1991. On se reportera à l'entretien qu'il nous a accordé dans ce numéro.
3. Lorsque nous parlons ici de l'Occident, c'est au sens ancien du mot qui est synonyme d'Europe. Le mot a changé de sens durant la guerre froide. Il a été alors utilisé par les États-Unis pour désigner la coalition politique qu'ils ont constituée autour d'eux face à l'URSS et, plus tard, face à la Russie.
4. Sur le sort de l'Allemagne à la fin de la guerre, on se reportera au n° 18 de *La Nouvelle Revue d'Histoire*, p. 29 et s.
5. Les trois États baltes ont été annexés par Moscou en 1945, après avoir été une première fois occupés par les Soviétiques en application des clauses secrètes du pacte germano-soviétique, signé à Moscou le 23 août 1939 par Molotov pour l'URSS, et Ribbentrop pour le Reich, en présence de Staline. Ces deux occupations ont été assorties de la liquidation des classes dirigeantes. On peut sur ce point se reporter à l'ouvrage *Le Livre noir du communisme* (sous la direction de Stéphane Courtois, Éd. Robert Laffont 1997). Le pacte de 1939, il faut le rappeler, prévoyait aussi le partage de la Pologne entre l'Allemagne nazie et la Russie soviétique.
6. Ce texte publié dans *Le Figaro* daté du samedi 7 et du dimanche 8 mai 2005, p. 14, a fait l'objet d'une analyse par Charles Vaugeois dans le n° 19 de *La Nouvelle Revue d'Histoire* (juillet-août 2005), p. 28.
7. Sur l'interprétation du conflit d'un point de vue européen, on se reportera à l'ouvrage de Dominique Venner, *Le Siècle de 1914*, Éd. Pygmalion, 2002-2004.



L'Empire carolingien, noyau ethnique, historique et géographique d'une possible Europe politique.

● Dominique Venner a étudié l'histoire contemporaine de la Russie dans plusieurs de ses ouvrages, notamment dans **Les Blancs et les Rouges, Histoire de la guerre civile russe, 1917-1921**, nouvelle édition, Le Rocher, 2008.